

Association S-eau-S  
Gérard Borvon  
[gerard.borvon@wanadoo.fr](mailto:gerard.borvon@wanadoo.fr)  
02 98 85 12 30

Communiqué.

Après la discrète mise en route de la centrale électrique à gaz de TotalEnergies à Landivisiau en mars 2022 on pouvait s'interroger sur l'absence d'une inauguration « officielle ». Elle a finalement eu lieu ce 20 octobre, sept mois après le lancement de la production, et on comprend, à présent, la raison de ce retard.

Aucune élue, aucun élu, départemental, régional ou national n'a daigné s'y afficher. Même les deux députées des circonscriptions de Landivisiau et Morlaix étaient absentes malgré la publicité qu'elles s'étaient employées à faire pendant toute la phase d'élaboration du projet. Remarquable aussi l'absence du préfet quand on se rappelle le poids pris par le Préfet de Région Patrick Strzoda qui, en avril 2014, demandait à la présidence de RTE d'ajourner l'étude entreprise concernant le raccordement électrique de la Bretagne à l'Irlande sous prétexte que « *Le lancement de telles études risque d'être perçu comme un mauvais signal pour l'avenir de la centrale de Landivisiau* ». Même Jean-Yves Le Drian, le principal initiateur du projet, a fait faux-bond alors que nous sommes informés de sa présence régulière dans la région pour des remises de médailles ou des coupures de rubans.

Quant au Président de la République, rappelons son engagement public, en novembre 2017 à la COP 23, de ne plus construire de nouvelles centrales thermiques à énergie fossile en France. Comment, après cette déclaration, aurait-il pu déléguer des ministres à Landivisiau pour l'inauguration d'une centrale dont l'opérateur annonce sans complexes que, prévue pour répondre à des pointes exceptionnelles, elle allait fonctionner 24 heures sur 24 pendant toute l'année et émettre 1 million de tonnes de CO2 par an. Les superprofits ainsi réalisés, vu les prix actuels de l'électricité, viendront s'additionner aux 40 millions d'euros annuels que l'État s'est engagé à verser à TotalEnergies !

Il faut dire qu'entre-temps ont été révélés par les associations opposées, les dessous de ce projet à la fois inutile pour la sécurité électrique de la Bretagne et son avenir industriel et surtout en contradiction totale avec la nécessité de lutter contre le dérèglement climatique. Associations qui, par ailleurs, ont fait connaître la duplicité de l'entreprise TotalEnergies qui, au moment même où la centrale entrait en fonctionnement, signait, dans le plus grand secret, la vente de 50 % de ses parts au fonds d'investissement espagnol Asterion Industrial Partners.

Ces absences à l'inauguration de la centrale de Landivisiau prennent, par leur envergure, l'apparence d'un boycott organisé. Elles laisseront une image : celle d'une « centrale de la honte ». Honte des élues et élus qui ont été à l'initiative du projet. Honte des gouvernements et administrations qui lui ont permis d'aboutir.